



APPEL UNITAIRE

Paris, le 20 avril 2018

LA MOBILISATION DOIT S'AMPLIFIER !

Le Gouvernement veut imposer la casse de la SNCF et des droits sociaux des cheminots par une méthode autoritaire.

Les critiques et revendications des organisations syndicales lors des « concertations » n'ont pas été prises en compte. Il en a été de même pour le premier épisode du travail parlementaire à l'Assemblée nationale.

Ce passage en force vise à étouffer le débat public sur le contenu de la réforme et ses conséquences pour le Service public ferroviaire.

Et pour cause ! Lorsque les organisations syndicales posent des questions précises, il apparaît que le projet du Gouvernement n'a pas été préparé correctement. Celui-ci se limite à édicter des principes idéologiques (concurrence, fin de l'EPIC, fin du statut des cheminots), et renvoie à plus tard la définition du fonctionnement du mode ferroviaire, de ses moyens, et le cadre social dans lequel il évoluera.

L'opinion publique a de plus en plus conscience des lacunes du Gouvernement dont les représentants se contentent de répéter les éléments de langage élaborés par l'Elysée. Les usagers soutiennent massivement les grévistes. Des collectifs (d'intellectuels, d'économistes et autres) se constituent pour défendre la lutte des cheminots jugée « d'intérêt général ».

Jamais un conflit social à la SNCF n'a eu autant d'écho et de soutien dans la population.

Le Gouvernement en a conscience. Il mesure le niveau de mobilisation très important qui perdure. Il veut étourdir les cheminots par une multiplication de déclarations d'intransigeance. Mais c'est un signe de fébrilité de sa part.

Les fédérations syndicales des cheminots CGT, UNSA et CFDT affirment donc qu'il est plus nécessaire que jamais que les cheminots se mettent en grève sur les périodes de 2 jours définies par l'intersyndicale.

A ce jour, les échanges avec le Gouvernement et la Direction SNCF montrent bien la dangerosité du projet qui est présenté :

- Aucune garantie sur le maintien des lignes ferroviaires de proximité ;
- Aucune garantie sur la reprise de la dette (si elle devait être partielle, avec la perte de garantie de l'Etat sur les emprunts, il est même probable que son poids pèse encore plus sur les comptes de l'entreprise) ;
- Aucun financement nouveau pour assurer l'équilibre du système (le Gouvernement annonce un manque de 1,5 à 2 milliards d'euros par an mais ne semble donner comme solution que la productivité des cheminots, ce qui reviendrait à devoir réduire la masse salariale de 25% !!!) ;
- Aucune garantie sur l'unicité du Groupe Public qui pourrait déboucher sur une séparation totale entre le Gestionnaire de l'Infrastructure SNCF Réseau et l'Exploitant SNCF Mobilités, chaque entité étant elle-même subdivisée en de multiples filiales (Gares & Connexions, Fret, etc.) ;
- Aucune perspective de relance du FRET ferroviaire ;
- Annonce d'accroissement de la sous-traitance ;
- Aucune remise en cause de la gestion par activité ou des restructurations en cours ;
- Aucune garantie sur l'avenir du Comité Central du GPF et de son patrimoine puisque le scénario avancé est celui du droit commun : un comité de groupe pour SNCF et un CCE pour chaque filiale qui aurait plus d'un CSE ;
- Aucune garantie sur les droits sociaux des cheminots.

Face à l'ensemble de ces sujets de colère, les fédérations syndicales des cheminots CGT, UNSA et CFDT ont décidé d'interpeller le Premier ministre pour exiger qu'il organise des négociations tripartites (Organisations Syndicales, Gouvernement, Patronat).

Nous constatons que c'est le Premier Ministre qui prend les décisions concernant la réforme et qui les annonce dans les médias. L'intersyndicale exige donc de négocier avec celui qui prend les décisions.

Nous constatons également que le Gouvernement procède à un renvoi de balle permanent sur d'éventuelles négociations paritaires ultérieures. L'intersyndicale exige donc que le patronat soit présent et que toutes les questions posées par les cheminots soient immédiatement négociées.

Les fédérations syndicales des cheminots CGT, UNSA et CFDT se reverront dans la semaine pour élaborer une plateforme revendicative détaillée sur les 8 thèmes déjà portés.

Les fédérations syndicales des cheminots CGT, UNSA et CFDT appellent les cheminots à poursuivre et amplifier la pression sur le Gouvernement en se mettant en grève massivement lors des prochaines séquences déterminées par l'intersyndicale.